

## **Interpellation en séance plénière de Daniel Senesael au Premier ministre**

### **Objet : La révision à la hausse des ambitions belges pour lutter contre le dérèglement climatique**

Monsieur le président,  
Monsieur le premier ministre,  
Mesdames et messieurs les ministres,  
Chers collègues,

Voilà quatre ans que votre gouvernement mène une politique qui va à l'encontre de l'urgence climatique.

Il suffit de regarder votre politique d'austérité qui attaque le rail pour s'en convaincre. Alors que le transport routier est l'une des sources principales de production de gaz à effet de serre, le gouvernement Michel a choisi de faire trois milliards d'économie sur le dos du rail.

Comment imaginer que les gens vont laisser tomber leurs voitures individuelles alors que le gouvernement désinvestit dans la ponctualité et la qualité des trains? Pour moi et pour notre groupe, il faut rompre définitivement avec de telles décisions, qui sont tout simplement incompatibles avec les constats scientifiques produits par le GIEC.

Ce n'est pas le seul exemple qui illustre le fait que le gouvernement fédéral est à la traîne sur le climat. On se souvient tous qu'à peine 48 heures après la marche pour le climat du 2 décembre dernier, la Belgique a voté contre les directives européennes relatives à l'efficacité énergétique et aux énergies propres. Sur les 28 pays de l'Union européenne, seuls deux pays, la Belgique et la Tchéquie, ont voté contre la directive sur l'efficacité énergétique. C'est lamentable de voir notre pays se démarquer comme l'un des pays européens les plus rétrogrades en matière de climat.

Et cela s'est encore reproduit lors de la COP24. Depuis des mois, de nombreux gouvernements européens disent que l'Union européenne doit revoir à la hausse ses ambitions pour être à la hauteur des engagements pris lors de l'accord de Paris. Lors de la COP24, cette coalition de pays ambitieux s'est encore élargie mais la Belgique ne les a pas rejoints alors qu'on avait déjà voté le 25 octobre une résolution interparlementaire demandant à la Belgique de rejoindre la coalition des pays ambitieux. Cela est resté une nouvelle fois lettre morte à Katowice.

À nouveau, le gouvernement s'est montré incapable d'amener la Belgique dans le peloton de tête européen. En votre qualité de premier ministre, vous aviez le devoir de réunir les Régions pour empêcher notre isolement sur la scène européenne et mondiale. La conséquence de votre inaction est la détérioration de l'image de notre pays.

Et cela continue! Pas plus tard qu'aujourd'hui, nous apprenons par la voix de Jean-Pascal van Ypersele que Mme Marghem était absente lors de la négociation finale à Katowice. Au regard de votre bilan après quatre années d'exercice du pouvoir, comment pouvons-nous encore vous accorder notre confiance quand vous déclarez que le climat constitue désormais votre priorité? Alors que vous ne vous en êtes pas préoccupée pendant quatre ans, ce thème deviendrait prioritaire à vos yeux pour les quatre derniers mois de la législature? Permettez-moi d'exprimer les plus grands doutes.

Cependant, le chaos provoqué par votre gouvernement ne doit pas empêcher notre Parlement de relayer les demandes de la population, et notamment celles exprimées par les 75 000 marcheurs pour le climat.

Monsieur le Premier Ministre, c'est le troisième débat sur ce thème auquel nous participons depuis la marche du 2 décembre dernier. Alors qu'une très large majorité parlementaire soutient une politique climatique plus ambitieuse, je regrette de constater que notre pays continue de porter le bonnet d'âne sur la scène européenne. Il est temps à présent de prendre des initiatives fortes et de rendre claire la position du gouvernement fédéral.

C'est pourquoi, Monsieur le Premier Ministre, je vous demande de prendre position très nettement. Votre gouvernement soutient-il une révision à la hausse des objectifs européens afin d'atteindre une réduction de 55 % des émissions pour 2030? Si oui, amenderez-vous le budget 2019 en cohérence avec ce nouvel objectif, afin notamment d'investir dans le rail, pour rompre avec votre politique d'austérité qui va à l'encontre de l'urgence climatique?

Je vous remercie,

### Réplique :

Monsieur le Premier Ministre, j'ai bien écouté votre intervention. Mais les coupes dans le rail, c'est trois milliards d'euros. Ce n'est pas le PS qui le dit, c'est la Cour des comptes. Sous votre gouvernement, les travaux du RER ont été bloqués pendant trois ans. Ce sont des vérités et des réalités.

Monsieur le Premier Ministre, la COP24 vient de refermer ses portes. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la Belgique n'aura pas profité de cette conférence pour sortir de la position rétrograde qu'elle a affichée pendant plusieurs mois sur les enjeux climatiques.

J'ai mal à ma Belgique quand je vois que notre pays refuse des directives européennes pour réduire la consommation d'énergie et augmenter les énergies propres. Mais je prends note de votre engagement positif sur l'application de ces directives chez nous.

J'ai mal à ma Belgique quand je vois que le Parlement demande majoritairement d'aller plus fort et plus vite pour le climat, mais que votre gouvernement reste à la traîne, même si les tonalités de votre discours sont plus positives depuis quelques jours.

J'ai mal à ma Belgique quand 75 000 personnes manifestent pour le climat mais qu'il n'existe pas de volonté systématique et positive pour y apporter des solutions concrètes et pratiques.

J'ai mal à ma Belgique quand je vois qu'on refuse de financer correctement le rail. J'entends que vous nous dites aujourd'hui être ouvert à une évolution des ambitions climatiques. Par contre, je ne vous ai pas entendu dire que vous alliez amender le budget 2019. Vous refusez donc clairement de donner de nouveaux moyens afin d'agir pour le climat.

C'est pourquoi notre groupe dépose une motion qui demande très clairement que notre pays sorte de sa position rétrograde pour rejoindre le peloton de tête des pays européens en matière de climat. Cette motion vous demande aussi de revoir le budget 2019 pour être cohérent avec cette hausse des ambitions, et d'arrêter les politiques d'austérité qui attaquent le rail. Je dépose cette motion auprès du président.